

fosse, dans l'intention d'outrager les restes du défunt (Bordeaux, 9 déc. 1830). — ou encore du fait d'avoir arraché des fleurs plantées sur une tombe, avec intention malveillante soit pour le défunt, soit même pour l'héritier (Caen, 25 nov. 1868).

Mais l'art. 360 peut aussi atteindre des faits beaucoup plus graves; le tribunal de la Seine en a fait l'application à celui qui accomplit des actes de profanation sur le lit d'une personne morte, avant même qu'elle fût mise dans son cercueil. Un individu avait été chargé de veiller auprès du corps d'une jeune femme, qui reposait sur le lit recouvert d'un drap, la tête cachée par une serviette; ce cadavre fut odieusement profané et eut à subir les derniers outrages. Le tribunal : « Attendu qu'il résulte du débat que dans la nuit du... L..., chargé de veiller près du lit qui renfermait le corps de la femme P... décédée la veille, a accompli des actes de profanation qui ont consisté notamment à enlever et briser en partie le Christ placé sur la poitrine de la défunte par-dessus le drap, ouvrir le lit, relever la chemise dont la dame P... était revêtue; attendu que la loi, en punissant les violations de tombeaux et sépultures, a voulu protéger et faire respecter les restes des morts; que son vœu ne serait pas rempli si des actes de la nature de ceux qui ont été commis pouvaient rester impunis; que de même que, d'après la jurisprudence, la violation du cercueil dans lequel un mort est déposé, quoiqu'elle soit accomplie avant l'inhumation, tombe sous l'application de la loi; de même aussi il y a lieu, dans l'esprit de l'art. 360, de considérer comme une sépulture le lit qui renferme les restes d'un mort, alors surtout que le corps est enseveli dans les linges qui doivent à tout jamais le couvrir, et que le Christ placé en évidence sur la poitrine du défunt et la lumière des flambeaux indiquent un commencement de cérémonie funèbre, et commandent le respect de la mort; attendu dès lors que L... a commis le délit prévu et puni par l'art. 360, le condamne à six mois de prison et 16 francs d'amende. » (Trib. de la Seine, 4 juin 1874.) Sur l'appel *a minima* du ministère public, la Cour de Paris a, par arrêt du 8 juillet suivant, élevé la peine à un an de prison et 200 francs d'amende (*Gaz. des trib.* 5 juin et 9 juillet 1875; Sir. 75. 1. 292).

Un arrêt de la Cour de cassation, rendu le 3 octobre 1862 dans des circonstances assez singulières, a décidé : « qu'il y ait lieu de distinguer la violation des tombeaux de la violation des sépultures, punies l'une et l'autre par l'art. 360; qu'un maire avait pu, lorsque plus de cinq années s'étaient écoulées, faire procéder à l'ouverture d'une fosse; qu'en procédant à cette ouverture qui n'était subordonnée à aucune autre condition légale ou réglementaire, l'autorité municipale n'avait fait qu'user du droit qu'elle tient de l'art. 6 du décret du 23 prair., et qu'il n'y avait pas là le délit de violation de tombeaux; mais que le décret n'autorise ni implicitement ni explicitement l'exhumation de plein droit comme conséquence de la faculté d'ouvrir d'anciennes fosses pour de nouvelles sépultures; que les exhumations sont expressément prohibées, qu'elles ne deviennent licites que lorsqu'elles sont autorisées conformément aux lois et règlements, qu'autrement elles constituent le délit de violation de sépultures; que s'il en est ainsi du simple déplacement des cercueils, il en est de même et à plus forte raison de leur ouverture et de l'extraction des cadavres pour les rejeter dépouillés dans la terre; que si, par des causes légales, l'autorité municipale croit opportun de déroger à l'inviolabilité des sépultures, elle ne le peut que par un arrêté spécial pris en vertu des art. 16 et 17 du décret de prair. et de l'art. 11 de la loi du 18 juill. 1837, arrêté qui doit, conformément au droit commun, être notifié administrativement à la personne connue pour y avoir intérêt; qu'on ne saurait reconnaître à l'autorité municipale le pouvoir exercé arbitrairement et sans contrôle, après cinq ans, de

fouiller toutes les sépultures, d'enlever les cercueils et les autres objets conservés; que ce serait là une grave atteinte à la morale publique, aux intérêts et aux sentiments les plus respectables des familles; qu'en conséquence le maire qui, sans arrêté dûment notifié autorisant ou poursuivant les exhumations et en réglant les conditions, a fait fouiller une sépulture, enlever et ouvrir les cercueils, a commis une voie de fait qui constitue le délit de violation de sépultures privées puni par l'art. 360. » La Cour d'Angers, saisie de l'affaire, a adopté cette jurisprudence par arrêt du 18 nov. 1862. (Voy. dans la *Gaz. des trib.* des 10 oct. et 22 nov. 1862, les détails de cette affaire.)

Autopsie, embaumements, etc. — L'ouverture des cadavres, à moins qu'elle ne soit ordonnée par la justice, ne peut être pratiquée que sous certaines conditions. — Dans les hôpitaux, les autopsies n'ont lieu que s'il n'y a aucune opposition de la part des parents et si le corps n'est pas réclamé par la famille. L'art. 77 du Code civil, en interdisant de procéder à aucune inhumation avant qu'il se soit écoulé vingt-quatre heures depuis le décès, défend implicitement, ainsi que nous l'avons dit page 561, de procéder à l'ensevelissement, à la mise en bière et à plus forte raison à l'autopsie et au moulage. Nous avons vu aussi que ces prohibitions n'étaient pas observées; et, indépendamment des ordonnances du préfet de la Seine que nous avons citées, le préfet de police a dû rendre, le 25 janv. 1838, une ordonnance remplacée depuis par une nouvelle ordonnance du 6 sept. 1839 qu'il peut être utile de faire connaître ici.

Ordonnance du préfet de police du département de la Seine du 6 septembre 1839, concernant le moulage, l'autopsie, l'embaumement et la momification des cadavres.

Considérant qu'il importe que les cadavres ne soient soumis, avant les délais fixés par la loi pour procéder aux inhumations, à aucune opération capable de modifier leur état, ou de transformer en décès réel une mort qui ne serait qu'apparente....

Art. 1^{er}. A Paris et dans les autres communes du ressort de la préfecture de police, il est défendu de procéder au moulage, à l'autopsie, à l'embaumement ou à la momification des cadavres, avant qu'il se soit écoulé un délai de vingt-quatre heures depuis la déclaration du décès à la mairie, et sans qu'il en ait été adressé une déclaration préalable au commissaire de police à Paris, ou au maire dans les communes rurales.

Art. 2. Cette déclaration devra indiquer que l'opération est autorisée par la famille; elle fera connaître en outre l'heure du décès, ainsi que le lieu et l'heure de l'opération.

Art. 3. Les maires et les commissaires de police devront transmettre ces déclarations à la préfecture, après avoir constaté que l'on s'est conformé aux dispositions de l'art. 1^{er}.

Art. 4. Il n'est fait exception aux dispositions de la présente ordonnance que pour les cadavres des personnes dont le décès aurait été constaté judiciairement.

Art. 5. Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux qui seront adressés à la préfecture de police pour être transmis aux tribunaux compétents.

Art. 6. Les dispositions de la présente ordonnance ne sont pas applicables aux opérations qui sont pratiquées dans les hôpitaux ou dans les hospices, et dans les amphithéâtres de dissection légalement établis.

Indépendamment des cas où l'autopsie est ordonnée par la justice, il peut y avoir des circonstances qui rendent nécessaire ou désirable l'ouverture d'un cadavre, et nous avons vu que les médecins vérificateurs des décès sont chargés à Paris de signaler ces cas. L'ordonnance de police du 14 mess. an XII a pris à cet égard des dispositions qui concilient les nécessités de la salubrité publique et les droits des familles. — Aux termes des art. 5 et 6 de cette ordonnance, si les symptômes d'une maladie avaient donné l'indication de quelque épidémie ou mal contagieux, l'ouverture du cadavre pourra être ordonnée d'office, ou à la réqui-

sition des médecins ou chirurgiens qui auront suivi la maladie. — Dans le cas où l'incertitude des caractères d'une maladie aurait empêché d'en connaître la cause, les médecins ou chirurgiens qui, pour les progrès de l'art, désireraient faire l'ouverture du cadavre, ne pourront y procéder que du consentement de la famille, et après en avoir prévenu l'officier de police.

Le docteur C..., médecin à la Chapelle, avait été appelé pour procéder à un accouchement difficile, il s'était adjoint un de ses confrères : les deux docteurs constatèrent qu'il y avait un vice de conformation qui rendrait l'accouchement impossible et nécessiterait peut-être l'opération césarienne ; une hémorrhagie qu'il fut impossible d'arrêter ayant amené la mort de la mère et du fœtus, les médecins voulurent, dans l'intérêt de la science, rechercher si leur supposition était fondée : douze heures après le décès, ils pratiquèrent une incision aux trois cavités et reconnurent l'existence du vice de conformation qu'ils soupçonnaient. Mais le médecin vérificateur des décès ayant fait connaître le fait au commissaire de police, le docteur C... fut poursuivi pour infraction à l'art. 1^{er} de l'ordonnance du 6 sept. 1839 ; et attendu qu'il avait procédé à une autopsie sans avoir rempli les formalités qu'elle prescrit, il fut condamné par application de l'art. 471, § 15, du Code pénal, le 17 févr. 1843 (*Gaz. des trib.* 18 févr. 1843).

III. — DES EXHUMATIONS.

Une exhumation ne peut être faite que par ordre de la justice ou avec la permission de l'administration ; elle ne peut avoir lieu qu'autant qu'elle a été régulièrement autorisée, et les autorités locales doivent veiller avec soin à ce que les règlements soient rigoureusement exécutés. Toute exhumation faite sans ordre et sans autorisation constitue, comme nous l'avons vu, une violation de sépulture, et est punie par l'art. 360. L'autorité administrative a le droit, ainsi que le constate l'arrêt du 3 octobre 1862 (page 570), dans un intérêt de salubrité, d'ordonner, soit des exhumations générales lorsqu'il s'agit de supprimer un cimetière, soit des exhumations partielles. Elle peut aussi, sur la demande des familles, autoriser une exhumation, mais à la charge de procéder immédiatement à une nouvelle inhumation et en se conformant aux mesures de salubrité qu'elle prescrit. Aucune loi ni ordonnance n'a réglé la forme de la demande d'autorisation ni les mesures à prendre ; mais le décret du 23 prairial, en soumettant « à l'autorité, police et surveillance des administrations municipales, les lieux de sépultures », et en les chargeant « de maintenir l'exécution des lois et règlements qui prohibent les exhumations non autorisées », leur a donné le droit de prescrire les mesures nécessaires. Elles sont fixées à Paris par une ordonnance de police du 1^{er} février 1817. La demande doit être formée par un des parents du défunt ; lorsque l'autorisation est accordée, un commissaire de police est désigné pour assister à l'exhumation accompagné d'un homme de l'art, il doit dresser un procès-verbal constatant l'accomplissement de toutes les formalités. Lorsque l'exhumation et l'inhumation se font dans le même cimetière, il n'est dressé qu'un seul procès-verbal ; si l'inhumation a lieu dans une autre commune, il est dressé deux procès-verbaux. Lorsqu'il s'agit d'un corps placé dans une fosse commune, il faut au préalable qu'un certificat délivré par le conservateur du cimetière atteste que l'exhumation peut avoir lieu sans danger pour la salubrité publique et sans occasionner de trop grands déplacements. L'exhumation sans autorisation constitue, avons-nous dit, le délit de violation de sépulture puni par l'art. 360 ; mais le fait, une fois l'autorisation obtenue, de procéder à

l'exhumation sans accomplir les formalités qu'elle prescrivait, ne constitue qu'une contravention. L'arrêté par lequel un maire, en autorisant le concierge d'un cimetière à laisser procéder à une exhumation, et par suite à une inhumation nouvelle, lui enjoint de n'agir qu'en présence du commissaire de police, rentre dans le cercle de ses attributions, et l'inobservation de cet arrêté tombe sous l'application de l'art. 471, 15^e, sans pouvoir être excusé par ce fait qu'il n'a été procédé qu'en présence du clergé et de la famille (Cass. 4 déc. 1847).

Mais il faut que l'arrêté du maire ait pour but d'assurer la salubrité publique, le maintien des lois et règlements, et d'empêcher qu'il ne se commette dans les lieux de sépulture aucun désordre, ou qu'on ne s'y permette aucun acte contraire au respect dû à la mémoire des morts ; en conséquence, si l'arrêté pris pour défendre de procéder sans l'autorisation du maire et hors la présence du commissaire de police est légal et trouve sa sanction dans l'art. 471, il n'entre pas dans les attributions du maire de prescrire l'emploi de papier timbré pour les demandes d'autorisation, et le paiement de vacations au commissaire de police, dès lors l'infraction à cette injonction ne peut être réprimée par l'art. 471 (Cass. 16 janv. 1868). — « Le monopole accordé aux fabriques et consistoire pour la fourniture de tout ce qui a rapport aux inhumations l'ayant été dans l'intérêt de l'ordre, de la salubrité et de la décence publique, il rentre dans les attributions de l'autorité administrative de réglementer ce service sous la sanction des peines de l'art. 471 (Cass. 18 mai 1872).

Ce n'est souvent qu'après l'inhumation que la justice est appelée à faire une enquête sur un décès, et il y a lieu dès lors de procéder à l'exhumation. Tout juge d'instruction ou tout magistrat de police judiciaire investi du droit de commettre des hommes de l'art pour constater l'état d'un cadavre avant l'inhumation peut aussi ordonner l'exhumation. Quelle que soit la date de l'inhumation, on peut toujours espérer que l'examen du cadavre fournira encore des renseignements utiles, si la mort a eu lieu par l'effet de manœuvres criminelles. On rencontre quelquefois, en effet, dans un état de conservation surprenante des corps inhumés depuis fort longtemps : mais il faut, dès qu'ils sont hors de terre, procéder sans retard à leur autopsie, car il suffit de quelques heures d'exposition à l'air pour qu'ils deviennent méconnaissables et qu'ils présentent tous les phénomènes d'une décomposition avancée.

Un cadavre peut, d'ailleurs, être en proie à la putréfaction sans que pour cela la décomposition ait atteint les organes sur lesquels doivent porter les principales investigations : souvent, par exemple, il n'existe plus de traces des organes thoraciques, et l'on peut encore cependant trouver dans l'abdomen quelques portions cylindriques du canal intestinal, et rencontrer dans leur cavité les restes d'une substance vénéneuse, si l'individu a péri empoisonné.

Il peut même arriver que la décomposition ait déjà détruit toutes les parties molles, et que cependant l'autopsie fournisse encore des données positives, des preuves irréfragables. Nous en avons un exemple frappant dans la procédure criminelle suivie contre Robert et Bastien, assassins de la femme Houet. On exhuma au mois d'avril 1833 le cadavre de cette femme, que ses assassins avaient inhumé *onze ans* auparavant. Il était presque entièrement réduit à l'état de squelette, et néanmoins les troisième, quatrième, cinquième et sixième vertèbres cervicales étaient encore retenues ensemble par une masse noirâtre formée aux dépens des parties molles de cette région, et cette masse elle-même était encore entourée de plusieurs tours de la corde qui avait servi à opérer la strangulation. Non-seulement on acquit ainsi la preuve du crime, mais la longueur et la couleur des cheveux, l'état des dents, la conformation et la longueur des

os, et une bague trouvée à un doigt, ne laissèrent aucun doute sur l'identité.

Nous pourrions également citer comme preuve de l'importance de l'examen juridique des cadavres, quel que soit le temps écoulé depuis la mort, l'affaire de Michel Guérin, de la commune de Sannois, condamné en 1829 par la Cour d'assises de Versailles comme fraticide. L'assassinat avait été commis le 21 août 1825, et le corps avait été enterré dans un coin d'une cave humide. L'exhumation ayant été faite au bout de trois ans, on reconnut que la victime avait succombé à des coups portés sur les parois du crâne avec un instrument contondant à large surface; et la disposition des dents, un vice de conformation de la colonne vertébrale, la courbure des os des jambes, signalés dans les dépositions des témoins, attestèrent l'identité.

S'il s'agit d'exhumer un cadavre enterré clandestinement ou dont le lieu de sépulture n'est pas exactement connu, l'homme de l'art appelé (aux termes de l'art. 44 du Code d'instr. crim.) à assister à l'exhumation, pour en faire l'autopsie, doit veiller à ce que les fouilles ne soient commencées, s'il est possible, qu'à deux ou trois mètres de l'endroit où l'on présume devoir trouver le corps, afin de s'en rapprocher ensuite progressivement, non-seulement pour éviter de briser le cercueil, mais aussi pour observer l'état et la nature des terres qui l'avoisinent. Par la même raison, la tranchée doit avoir quatre à cinq mètres de largeur et une profondeur d'un mètre et demi à deux mètres; et à mesure que les terres sont déblayées, on examine s'il y a quelques indices qu'elles aient été remuées précédemment. — Lorsqu'on approche du lieu où git le cadavre, on recherche dans quel sens est la fosse; on enlève avec précaution ce qui reste de terre; et souvent il est utile de mettre à part une portion de cette terre, pour la soumettre plus tard à des analyses qui peuvent être jugées nécessaires.

On découvre ainsi le cadavre tout entier, afin de pouvoir prendre note exacte de sa position générale, ainsi que des matières avec lesquelles il est en contact, ou de la nature du terrain qui le recouvre immédiatement. Après ce premier examen, on enlève le cercueil, ou le corps s'il a été enterré à nu, et s'il est encore en entier; ou bien, après avoir indiqué soigneusement la position de chaque partie, on ramasse tous les débris du cadavre et tous les objets utiles à conserver qui peuvent se trouver dans la fosse, et l'on procède ensuite à l'autopsie comme il a été dit page 531.

S'agit-il de recueillir un squelette, on enlève d'abord tous les os que l'on peut reconnaître, et l'on passe ensuite au crible la couche de terre qui avoisinait le corps, afin de retrouver quelques petits os, des ongles, des dents, etc., qui auraient pu échapper.

On examine ensuite chaque os séparément pour voir s'il n'y aurait pas de traces de fractures plus ou moins anciennes, et on les mesure pour arriver à connaître la taille du sujet (voy. au chap. DE L'IDENTITÉ). On constate l'état de l'ossification, le degré d'épaisseur et de densité des os du crâne et l'état de leurs sutures, l'état de la colonne vertébrale, le degré d'usure des dents, leur disposition plus ou moins régulière, l'absence de celles qui pourraient manquer, l'état de l'os hyoïde, etc. On décrit avec soin la conformation du bassin. Enfin, de ces considérations on déduit le sexe de l'individu et des présomptions sur son âge.

Le plus souvent on trouve, soit des restes du cuir chevelu, soit du moins des cheveux adhérents à la terre en contact avec le crâne. Il faut les isoler, autant que possible, de la terre à laquelle ils sont mêlés; en mettre dans un verre à expérience, y verser de l'eau distillée, et les laver d'abord à grande eau, puis avec de l'eau aiguisée d'acide acétique; et, après les avoir débarrassés par ces

lavages et par un dernier lavage à l'eau distillée des substances étrangères qui les salissent, on les met à égoutter sur du papier non collé, et on les y laisse jusqu'à ce qu'ils soient entièrement secs. On note ensuite exactement leur longueur et leur couleur.

On recherche aussi, en examinant la configuration des vertèbres, si l'individu devait être droit ou voûté; en examinant la direction des os des membres inférieurs et ceux des pieds, si la progression a dû être facile et la démarche régulière; enfin, s'il n'existe pas quelque particularité qui puisse aider à déterminer l'identité.

Si, comme dans l'affaire Bastien, on trouvait sur quelque partie du cadavre ou du squelette un lien ou quelque autre indice du genre de mort, il faudrait bien se garder de l'enlever; il faudrait seulement le décrire avec la plus scrupuleuse attention, et réserver la pièce, soit pour un examen ultérieur, soit pour la produire aux débats.

Si sa conservation ne devait être que momentanée, on placerait la pièce sous une cloche de verre fixée sur son support au moyen de la colle forte, et recouverte d'une forte toile sur laquelle serait apposé le sceau de l'autorité judiciaire. S'il s'agissait, au contraire, de la conserver comme pièce à conviction, on opérerait comme l'ont fait Barruel et M. Chevalier dans cette même affaire Bastien :

« Le support sur lequel étaient fixées les vertèbres cervicales entourées du lien de corde, et quelques autres petits os, fut introduit dans le bain-marie d'un alambic, qui fut fermé par un morceau de tissu à larges mailles connu sous le nom de canevas. Ce tissu fut attaché avec une forte ficelle dont les deux extrémités furent scellées par le commissaire de police, en présence des inculpés. Ces précautions prises, le bain-marie fut placé dans la cucurbite de l'alambic, dans laquelle l'eau fut élevée à la température de $+100$ degrés centigr., et le feu fut continué pendant six heures. Au bout de ce temps, on jugea que la dessiccation était suffisante pour que les ossements et la corde se conservassent sans changer d'état ni de forme : les scellés furent rompus en présence des inculpés, le support fut retiré, et les pièces à conserver furent recouvertes d'une nouvelle cloche de verre qui fut scellée avec de la colle forte, après que l'on eut introduit à côté des pièces un bocal contenant du chlorure de calcium destiné à absorber l'humidité atmosphérique qui aurait pu de nouveau s'y introduire par l'effet de l'hygrométrie des pièces elles-mêmes. La cloche et le support furent ensuite entourés d'un ruban de fil blanc auquel fut fixée une étiquette indicative, et le nœud de ce ruban fut scellé du sceau du commissaire de police. »

Les auteurs ne sont point d'accord sur les dangers des exhumations et sur les précautions qu'elles exigent. « Les dangers des exhumations, dit Orfila, ont été singulièrement exagérés. J'accorde qu'il peut y avoir du danger à descendre dans une fosse commune pour exhumer un cadavre; mais je ne saurais admettre ce danger lorsqu'il s'agit d'une exhumation à faire dans une fosse particulière. Lors même qu'on ne prendrait aucune précaution, il ne saurait en résulter que de légères incommodités. Cependant, lorsque la décomposition étant encore peu avancée, l'abdomen est considérablement tuméfié, il faut, au moment où l'on ouvre les parois de cette cavité, se tenir autant que possible à l'écart, et éviter de respirer le gaz méphitique qui s'en dégage. Pour prévenir d'ailleurs toute espèce d'accidents, il convient de procéder aux exhumations le matin, d'employer deux ou trois fossoyeurs afin que l'opération soit faite promptement, et de se servir de bèches et non de pioches pour que les ouvriers soient moins courbés

vers la terre. On peut arroser de temps en temps les parties de la fosse déjà creusées avec deux ou trois onces d'une faible dissolution de chlorure de chaux (une once de chlorure sur deux pintes d'eau); mais, ajoute Orfila, dans les nombreuses exhumations dont nous avons été chargé, nous n'avons jamais senti la nécessité d'en faire usage; à plus forte raison toute autre précaution est-elle superflue. Tout ce que je puis conseiller, lorsque l'odeur putride est désagréable, c'est de jeter au fond de la fosse et sur la partie de la bière encore entière trois ou quatre onces de la liqueur désinfectante que nous venons d'indiquer; et lorsque le cadavre a été extrait du cercueil et déposé sur une table, de verser çà et là sur cette table, à côté du cadavre, deux ou trois onces de cette même eau, qui agira à peu près avec la même énergie que si elle était répandue sur le corps lui-même. Dans aucun cas le corps ne devra être arrosé de chlorure, comme on le conseillait autrefois; car il se formerait presque instantanément du sous-carbonate de chaux (si l'on avait employé le chlorure de chaux) qui couvrirait les organes d'une couche blanche, empêcherait de bien les étudier, et en altérerait même les tissus. »

M. Tardieu pense aussi que l'on s'exagère le danger des exhumations; que ce danger n'existe d'une manière sérieuse que dans la première période de la décomposition des corps, c'est-à-dire quelques jours après l'inhumation, alors que le ventre, après avoir été distendu par des gaz, se déchire. Il s'écoule alors un fluide sanieux, brunâtre, d'une odeur très-fétide, et il se dégage en même temps un fluide élastique très-méphitique, et dont on doit redouter les dangereux effets. Mais après cette première période le danger s'atténue singulièrement, comme l'ont prouvé les exhumations si considérables qui ont eu lieu à différentes reprises dans la ville de Paris, sans inconvénient pour la santé publique ni pour celle des ouvriers employés à ces travaux.

Cependant M. Devergie ne partage pas cette opinion sur le peu de danger des exhumations, et des faits avérés nous semblent justifier les précautions qu'il conseille. Il recommande que les hommes qui procèdent à l'enlèvement des terres de la fosse se relayent fréquemment, qu'ils répandent à la surface de la bière, dès qu'elle est mise à nu, une livre de chlorure de chaux; qu'ils l'ouvrent auprès de la fosse, et, qu'après en avoir retiré le corps, ils le laissent exposé à l'air pendant quinze à vingt minutes; qu'ensuite ils répandent autour du corps, placé sur une table, environ 500 grammes de chaux solide, qu'ils renouvelleront trois ou quatre fois pendant la durée de l'autopsie. Il conseille de se laver très-fréquemment les mains, pendant le cours de cette opération, dans une dissolution de chlorure de chaux préparée dans la proportion de 30 grammes de chlorure pour deux litres d'eau, et d'avoir soin de se tenir dans la direction du courant d'air, et non contre le courant.

Si ces précautions doivent être prises pour exhumer un cadavre déposé dans une fosse particulière, à plus forte raison sont-elles nécessaires quand il s'agit de l'exhumation de cadavres mis dans une fosse commune, ou enfermés dans un caveau destiné aux sépultures d'une famille. M. Guérard (*Ann. de méd. lég.*, 1840, p. 131) a cité un cas où deux fossoyeurs, occupés à vider un de ces caveaux des eaux qui y avaient filtré à travers le sol, furent asphyxiés par les vapeurs méphitiques: aussi conseille-t-il de renouveler toujours l'air des caveaux funéraires, au moyen d'une pompe aspirante, avant d'y descendre. Au moins faut-il toujours pratiquer une ouverture sur un point opposé à l'entrée principale, et y entretenir un corps en combustion qui établisse un courant d'air et entraîne au dehors les miasmes infects à mesure qu'ils se dégagent.

ARTICLE VIII.

DES MALADIES COMMUNIQUÉES.

Le principe posé par l'art. 1383 du Code civil, aux termes duquel chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence, est général. Nul doute que des dommages-intérêts ne puissent, dans certains cas, être réclamés par un individu dont la santé ou la vie auraient été gravement compromises par une maladie qui lui aurait été communiquée.

Des maladies contagieuses qui par leur importance doivent seules nous occuper ici, une seule est particulière à l'homme: c'est la syphilis; trois affectent particulièrement certaines espèces animales, mais sont transmissibles de ces animaux à l'homme, et deviennent consécutivement contagieuses dans l'espèce humaine: ce sont la rage, la morve et le farcin.

1° DE LA RAGE. — C'est ordinairement chez le chien, mais quelquefois aussi chez le loup, le renard et peut-être le chat, que l'on a observé le développement de la rage spontanée; et c'est par la bave ou la salive écumeuse qu'ils déposent dans leurs morsures que la maladie est transmise par eux aux autres animaux; mais il ne paraît pas que tous ceux-ci soient aptes à la communiquer à l'homme. Du reste, l'envie de mordre n'existe que chez les animaux qui se défendent avec les dents, et l'on n'a pas d'exemple bien avéré de cette envie chez l'homme. En cela, comme au point de vue de sa cause, de sa marche, de ses symptômes, l'histoire de la rage ne présente qu'incertitude et contradiction, malgré l'enquête provoquée par la circulaire ministérielle du 17 juin 1850. On ignore même encore si la rage peut se développer spontanément chez l'homme; et après avoir émis une opinion négative en 1854, dans son *Dictionnaire d'hygiène*, M. le professeur Tardieu a publié dans les *Ann. d'hyg. et de méd. lég.*, en 1861, un fait d'hydrophobie suivie de mort chez un jeune homme mordu, neuf mois auparavant, par un chien qui est resté vivant et bien portant. « Le jeune Fenouillot est mort hydrophobe, mais il est impossible d'attribuer à la morsure qui a eu lieu le 14 juin 1859, la maladie qui a éclaté le 22 mars 1860: le chien qui l'a faite n'a jamais eu la rage, et par conséquent n'a pu la donner. D'ailleurs, l'incubation de la rage n'a pas cette durée exagérée...: dans l'immense majorité des cas, c'est dans l'intervalle d'un à deux ou trois mois au plus après l'inoculation virulente qu'apparaissent les symptômes de la rage confirmée; quant à l'hypothèse du développement spontané d'une hydrophobie non rabique, c'est la seule à laquelle il soit permis de s'arrêter dans ce cas-ci. »

A ce fait, M. Tardieu en a joint un second (*ibid.*) observé à l'hôpital des Enfants au mois d'octobre 1860, et dans lequel il eut à procéder à l'autopsie et à faire, comme dans le cas précédent, un rapport en justice. Il s'agissait d'un enfant de douze ans mordu, le 23 septembre 1860, par le chien de son patron. La maladie n'avait éclaté que vingt-sept jours après, et l'enfant avait succombé au bout de trois jours à l'hydrophobie la mieux caractérisée. Les parents avaient porté plainte contre le maître du chien; mais l'animal avait été abattu le jour même de la morsure, et rien ne pouvait constater qu'il eût été atteint de la rage.

La rage chez l'homme se présente avec un cortège de symptômes plus précis que ceux que l'on observe chez le chien. Accès irréguliers, paroxystiques, intervalles de plus en plus courts, à mesure que le terme fatal approche; signes de l'angine, déglutition pénible, raucité de la voix, inappétence, soif modérée,